# Motion climat amendée

La motion climat proposée par la CNE a été l'occasion d'un riche débat collectif en son sein et dans le cadre d'une commission du CPN. Un certain nombre de propositions ont été intégrées et ont permis de l'enrichir ce qui fait de la version actuelle un document d'ores et déjà très positif pour notre parti.

Mais il nous semble possible de l'améliorer encore au moyen de l'amendement que nous proposons et qui souligne le caractère mondial de la crise climatique et la nécessité d'une réponse politique anticapitaliste globale, ainsi que les responsabilités qui en découlent et notamment les enjeux pour nous autour des mobilisations à venir dans le cadre de la conférence sur le climat (COP21).

*** Amendement (présenté par des camarades P2 et P5)**

Remplacer « Des mesures anticapitalistes radicales (…) avec (entre autres) : » par :

*« Face à la gravité des changements climatiques et à leur échelle planétaire, seul le renversement révolutionnaire du système capitaliste peut apporter une solution globale à la hauteur du problème. Cela remet à l'ordre du jour la nécessité de la révolution mondiale et du socialisme comme perspective d'une planification démocratique mondiale basée sur la coopération entre les peuples et d'une transformation radicale de l'ensemble de l'appareil productif. Cette perspective politique dépasse le cadre de raisonnements simplement antiproductivistes ou anticonsuméristes et inscrit pleinement la lutte contre le changement climatique dans notre combat contre la domination de la classe capitaliste, contre la propriété privée des moyens de productions. Nos revendications concrètes s'inscrivent dans une démarche transitoire qui met en avant la nécessaire remise en cause de la propriété privée des moyens de production, la loi du marché, la course au profit pour une transition énergétique et écologique radicale. Concrètement cela implique notamment : »*

**Explication** : Il nous semble que le fait de lister une série de mesures, même si elles reflètent la richesse de l'activité de la CNE, ne permet pas, du fait qu'elles soient mises toutes sur un même plan, de voir comment elles s'articulent entre elles, ni comment elles pourraient être mises en œuvre dans une perspective de transformation révolutionnaire de la société. Or une réponse à la hauteur des enjeux de la crise climatique en cours est justement de proposer une réponse globale anticapitaliste autour de laquelle peuvent s'articuler des mesures transitoires dont l'axe central s'inscrit dans une remise en cause de la propriété capitaliste par un pouvoir des travailleurs/ses en rupture avec les institutions capitalistes. C'est cette perspective anticapitaliste qui nous fait aller plus loin dans la remise en cause du système qu'une partie des courants de l'écologie politique.

Dans la mobilisation à construire autour de la conférence climat de l'an prochain, nous

avons une responsabilité particulière : en défendant nos propres perspectives nous pouvons aider à ce que se formule, en toute indépendance du jeu institutionnel des grandes conférences, une perspective politique anticapitaliste. Le productivisme, le consumérisme sont des manifestations de la folie du capitalisme, dans sa fuite en avant pour surmonter ses contradictions internes. Nous ne pouvons nous contenter de solutions qui feraient l'impasse sur la remise en cause de l'ensemble du système capitaliste. Le fait que le terme « éco-socialiste » soit maintenant revendiqué par des partis politiques comme le PG et même le PS nous oblige à réaffirmer le contenu révolutionnaire et mondial des réponses que nous défendons face à l'ampleur de la crise climatique.

---

**MOTION CLIMAT POUR LE 3ème CONGRES DU NPA**

Le changement climatique est aujourd'hui un fait majeur que nul ne peut ignorer. Il est au cœur des différents aspects de la crise écologique et les échéances sont courtes. Ses effets se font déjà sentir et risquent de devenir catastrophiques dans les prochaines décennies. Le moteur de ce changement est la hausse de la température de la terre, conséquence d'une élévation très rapide des concentrations atmosphériques en gaz à effet de serre dus aux activités humaines et en particulier à la combustion massive des combustibles fossiles (charbon, pétrole, gaz) et minerais (uranium).

Le basculement climatique en cours est le produit direct du mode de production et de consommation imposé par le système capitaliste. Basé sur l'exploitation de la force de travail, le pillage et le gaspillage des ressources naturelles, ce système est structurellement productiviste.

En ce début du XXIe siècle, les causes du réchauffement sont parfaitement documentées. La gravité de la situation augmente à chaque nouveau rapport des experts du GIEC[1], le dernier en date prévoyant que la hausse de la température moyenne pourrait dépasser 6°C d'ici 2100. Les mêmes experts estiment que toute hausse de température de 1°C entraînerait une élévation de 2,3 mètres du niveau de la mer, à l'équilibre (soit 13,8 mètres pour une hausse de 6 °C).

La folle course du système capitaliste prépare une catastrophe humaine et écologique irréversible à l'échelle historique des temps. Elle fait d'ores et déjà peser une menace réelle et sérieuse, à brève échéance sur des centaines de millions d'êtres humains, les plus pauvres, condamnés à devenir des « réfugiés climatiques ». La solidarité internationale impose donc comme une urgence concrète le combat pour la liberté de circulation et d'installation, la régularisation des sans-papiers.

D'après les projections du GIEC, il faudrait être en mesure de sortir intégralement des énergies fossiles d'ici 2050. Cet enjeu amène à  penser la perspective du socialisme pas uniquement comme une simple appropriation sociale des moyens de production, mais

également comme une transformation radicale de l'appareil de production dans son ensemble, et cela à l'échelle de l'ensemble de la planète.

L'enjeu est double :

1- réduire radicalement la consommation d'énergie tout en réalisant le passage en quarante ans à un système énergétique sans fossiles ni nucléaire.

2- assurer l'accès aux biens et services fondamentaux (eau, énergie, alimentation, santé, culture…) aux milliards d'hommes et de femmes qui vivent dans des conditions indignes et qui sont les premières victimes du réchauffement.

Le système capitaliste est bien incapable d'y répondre, comme le montre le spectaculaire échec des conférences internationales, dont les décisions n'ont fait qu'aggraver les risques environnementaux tout en approfondissant les injustices sociales (mécanismes de flexibilité, marché carbone, économie « verte »…) Les capitalistes envisagent en plus de jouer les apprentis sorciers avec l'ingénierie du climat.

Des mesures anticapitalistes radicales sont donc indispensables pour pouvoir relever ces défis.

Le NPA défend un programme énergétique et écologique en rupture avec le système capitaliste avec (entre autres) :

- L'expropriation des grands groupes à commencer par ceux de l'énergie et la création d'un monopole public décentralisé sous le contrôle des travailleurs et usagers

- L'expropriation du système bancaire et financier, et la création d'un monopole public permettant de décider et de contrôler les investissements, d'en finir avec les projets inutiles et destructeurs.

- Un plan qui combine la sortie urgente en moins de dix ans du nucléaire, la sobriété et l'efficacité énergétiques, la sortie des énergies fossiles et le développement des énergies renouvelables.

- L'arrêt des productions inutiles et dangereuses, (dont l'armement) la reconversion des travailleurs de ces secteurs

- Une politique permettant de diminuer l'usage de la voiture : instaurer des transports en commun publics gratuits, en ville et dans les régions rurales, mettre un terme à la désertification accélérée des territoires, aux concentrations d'activités en dehors des villes et rapprocher les lieux de production et de consommation…

- La mise au pas de l'agro-industrie, l'interdiction des intrants en agriculture, source très importante d'émission de gaz à effet de serre et la reconversion de l'agriculture en

bio sur 10 ans, source de création de millions d'emplois

- L'interdiction de la publicité …

- La lutte contre la précarité énergétique en rendant gratuits les premiers kWh indispensables.

- Enfin et surtout, la réduction drastique du temps de travail pour tous et toutes sans flexibilité ni intensification de la productivité avec les embauches correspondantes.

Seules des mobilisations puissantes pourront imposer ces mesures : il n'y a pas à choisir entre urgence climatique et justice sociale, c'est un seul et même combat.

Les politiques d'austérité sont imposées aux populations au nom de la compétitivité des entreprises qui doit ramener la croissance et avec elle le progrès social. Ces politiques qui provoquent reculs sociaux et destruction de la protection sociale, des services publics, des droits des salariéEs… sont de plus en plus insupportables. La réponse à la crise n'est pas la relance par une politique de la demande à la fois illusoire et catastrophique pour l'environnement et le climat, mais le partage des richesses, le partage du temps de travail, la démocratie dans et hors des entreprises pour décider, contrôler et planifier la production pour la satisfaction des besoins sociaux dans le respect des limites écologiques.

C'est le capitalisme qu'il faut remettre en cause. La crise climatique donne une actualité brûlante à l'alternative « socialisme ou barbarie », un socialisme nécessairement internationaliste.

L'écosocialisme est un projet infiniment plus riche et plus enthousiasmant que la course aux profits qui détruit nos vies et dégrade le climat.

La Conférence sur le climat (COP 21)[2] se tiendra à Paris fin 2015. Ni ce sommet et ses fausses solutions ni le gouvernement français n'auront le dernier mot. Ensemble, en faisant converger les luttes, avec les syndicats, associations, organisations politiques « changeons le système, pas le climat! »

1 : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

2 : COP : Conference of parties. A lieu tous les ans, c'est l'organe suprême de la Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques

**des militant-e-s du NPA**, le 13 décembre 2014